

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 29/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



PROLEIN

Quai des Indes
76200 DIEPPE

Références : UDRD.2022.12.R.66
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/12/2022 dans l'établissement PROLEIN implanté Quai des Indes 76200 DIEPPE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée a été motivée par une plainte liée aux odeurs d'un riverain le 27 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLEIN
- Quai des Indes 76200 DIEPPE
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.

L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. A terme, elle produira du biogaz à partir des composés organiques présents dans ces eaux résiduelles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La visite faisait suite à la réception d'une plainte concernant les odeurs et le bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3	/	Lettre de suite	1 mois
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 12.2.4	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les causes du dysfonctionnement ayant mené à l'augmentation de la concentration en hydrogène restent à déterminer et des compléments sont attendus à ce sujet.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 3.1.3. Odeurs Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires. Chaque unité de désodorisation est composée par un biofiltre associé à un filtre à charbon actif.</p> <p>ARTICLE 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.</p> <p>Constats : Lors de la visite inopinée, l'inspection a questionné l'exploitant sur les nuisances liées aux odeurs ayant incommodé le voisinage le samedi 24 décembre 2022 selon la plainte reçue le 27 décembre 2022. L'exploitant a déclaré qu'un incident ayant provoqué un dégagement d'odeurs avait eu lieu sur leur site dans la nuit du jeudi 22 décembre au vendredi 23 décembre mais que les odeurs avaient pris fin en fin d'après-midi le 23 décembre 2022. Le 23 décembre, vers 1h30, le détecteur de dihydrogène du ciel gazeux du bassin tampon de la station d'épuration a mesuré un taux anormalement élevé de ce gaz qui a déclenché une alarme et l'appel de l'agent d'astreinte. A son arrivée, son relevé de la concentration a confirmé la présence de dihydrogène, gaz potentiellement explosif. Afin de d'annihiler ce risque, l'exploitant a décidé d'ouvrir la couverture du bassin tampon pour ventiler le ciel gazeux dans le but d'évacuer le dihydrogène et ainsi diminuer sa concentration dans le ciel gazeux. Cela a eu pour conséquence d'entraîner avec lui les autres gaz odorants contenus dans le ciel gazeux du bassin tampon. L'exploitant a ainsi ventilé à l'aide d'un dispositif le ciel gazeux de ce bassin jusqu'à environ 5 h. La couverture du bassin a été refermée vers midi. Selon l'exploitant, il n'y avait plus d'odeurs en fin de journée le vendredi 23 décembre. L'inspection a interrogé l'exploitant sur les causes possibles de ce dégagement soudain de dihydrogène dans ces proportions. L'exploitant a déclaré que ce phénomène était prévu dans son analyse de risques qui a motivé la mise en oeuvre de ce détecteur. Ce phénomène est rendu possible par la fermentation de l'effluent dans le bassin tampon. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'incident faisait suite à un run de 12h30 alors que les runs n'avaient jusqu'alors pas dépassé 10h mais que ce n'était pas la seule cause. L'exploitant a déclaré que des investigations complémentaires seront menées en janvier afin de mieux comprendre l'incident et que jusqu'à cette date il se limiterait à réaliser des runs de 5 h à 6 h. Les odeurs récemment perçues autour de l'usine seraient donc dues à cet incident et ne remettent pas, à ce jour, en cause les dispositions prises par l'exploitant pour améliorer les nuisances liées aux odeurs chroniques émises par le site. L'inspection a également visité le hangar dans lequel est entreposé, avant évacuation, un sous-produit de fabrication (pulpe de colza). Elle a constaté une odeur perceptible à l'intérieur, mais pas depuis l'extérieur.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de prévenir l'inspection rapidement en cas d'incident ayant des conséquences perceptibles à l'extérieur du site ; - de limiter la durée de ses runs à 5 h à 6 h jusqu'à son investigation du bassin tampon ; - de déterminer les causes de ce dégagement trop important de dihydrogène ; - d'étudier l'opportunité de traiter l'air du hangar où est stocké avant évacuation la pulpe de colza.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 12.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.
Constats : La plainte reçue le 27 décembre 2022 visait également le bruit généré par l'exploitation. L'inspection a évoqué cette problématique. L'exploitant a indiqué ne pas encore avoir réalisé de mesures acoustiques car l'ensemble des équipements du site n'étaient pas encore en fonctionnement. Toutefois, il a proposé de réaliser, en complément de la mesure qui sera faite une fois l'installation en régime nominale, une campagne de mesures dans la configuration transitoire actuelle. Il a également précisé qu'il avait identifié des équipements de son installation qui génèrent du bruit et qui étaient situés à proximité des riverains. Des solutions sont actuellement à l'étude pour réduire l'impact acoustique de ces éléments. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une campagne de mesures sonores après que les solutions d'améliorations des équipements repérés comme générant du bruit aient été mises en oeuvre, mais sans attendre que l'installation soit en régime nominal, sans que ce délai ne puisse dépasser 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois